

L'insécurité alimentaire...

■ Bonjour et bienvenue sur ERIVAM Newsletter,

De nos jours, 925 million de personnes sont sous-alimentées et nos organisations n'arrivent plus à faire face à ce fléau. Un chiffre alarmant alors même qu'un enfant meurt de la faim toutes les 6 secondes dans le monde!

Il ne s'agit pas de chercher les fautifs mais bien d'admettre que la sécurité alimentaire est plus complexe qu'on veut le croire. L'agriculture paysanne peut-elle satisfaire la demande locale ? Les politiques subventionnistes ne sont-elles pas un frein au développement d'un marché agricole équitable ? Les producteurs locaux disposent-ils de moyens suffisants pour être productifs et faire face aux aléas climatiques ? « L'agriculture intensive » reste-t-elle la solution pour nourrir la planète ? Est-ce responsable de spéculer sur les matières premières agricoles alors que la planète a faim ?

Les interrogations sont nombreuses et les débats restent vifs... Mais tous s'accordent sur l'urgence de la situation alimentaire mondiale et sur la nécessité d'agir efficacement.

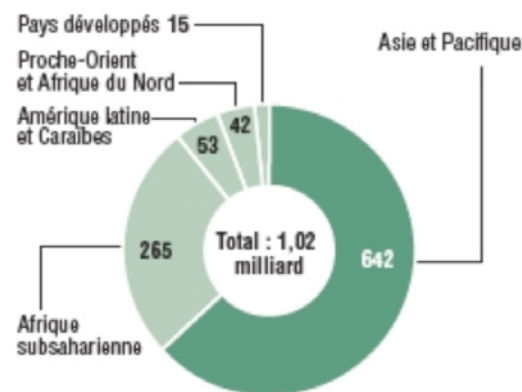
1 ETAT DES LIEUX DE LA FAIM DANS LE MONDE

L'insécurité alimentaire explose. En 2009, selon le *Food and Agriculture Organization of the United Nations* (FAO - Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture), un milliard de personnes seraient sous-alimentées. D'ici à 2050, pour faire face à cette pénurie de nourriture, la production agricole mondiale devra augmenter de 70 % pour nourrir 9 milliards de personnes.

Le signe de l'accroissement de la faim repose sur l'observation d'un phénomène nouveau : les pays en développement réduisent épisodiquement leurs exportations afin d'éviter la crise alimentaire. Ce fut par exemple le cas de l'Inde en 2009 pour le riz.

La sous-alimentation dans le monde

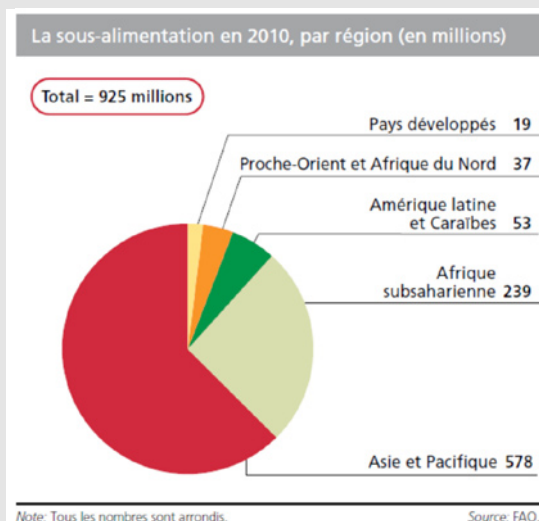
En 2009, en millions de personnes



« Les Echos » / Source : FAO

D'après Jacques Diouf, directeur général du FAO, sur 30 pays en situation d'urgence alimentaire, 21 se trouvent en Afrique et 7 en Asie. Penser que la faim ne touche que le continent africain n'est pas juste puisque 2/3 des personnes sous-alimentées sont asiatiques. A titre d'exemple, 3,5 millions d'enfants et de femmes sous-alimentés sont en Corée du Nord.

Pourtant, en 2010, on enregistre pour la première fois depuis quinze ans une baisse de 9,6% des personnes sous-alimentées passant d'1 023 million à 925 millions grâce au tassement des prix des aliments par rapport au cours élevés de 2008. Mais les timides progrès n'améliorent pas une situation toujours inacceptable !



2 LES OBJECTIFS INTERNATIONAUX

Avant même de s'informer sur les engagements mondiaux, il convient de clarifier les terminologies employées. On parle d'**insécurité alimentaire** lorsque les personnes n'ont pas un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires.

On parle de **sous-alimentation** lorsque l'apport calorique est inférieur aux besoins énergétiques alimentaires minimaux.

Pour lutter contre cette situation, plusieurs réflexions ont été menées au niveau international sous l'égide de divers organismes et des objectifs y ont été décidés :

- Le *Sommet mondial de l'alimentation* souhaite réduire de moitié [entre 1990-1992 et 2015]
- L'*Objectif du Millénaire pour le développement* est de réduire, sur la même période, la proportion de la population souffrant de la faim.

Les pays en développement n'ont pas réussi à réduire le nombre de personnes sous-alimentées et à poursuivre les objectifs posés par le *Sommet mondial de l'alimentation*. On est passé de 827 millions de personnes sous-alimentées en 1990-1992 à 918 millions en 2010. Cependant, selon le référentiel de l'*Objectif du Millénaire pour le développement*, des progrès ont été accomplis : la prévalence de la faim est passée de 20 % en 1990-1992 à 16 % en 2010.

Pour les engagements internationaux fixés par les objectifs du *Sommet mondial de l'alimentation*, il faudrait faire baisser le nombre de personnes sous-alimentées de 500 millions en 5 ans.

La réalisation des objectifs de réduction de la faim convenus par la communauté internationale est gravement menacée. Le Directeur général du FAO a lancé en octobre dernier une campagne intitulée **1billionhungry** pour inciter les dirigeants mondiaux à prendre des mesures d'urgence et à faire de la faim dans le monde une priorité.

3 MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES ET SPÉCULATION

En 2010, la production céréalière mondiale a baissé de 2 % induisant une hausse des prix. De plus, la demande de certaines céréales comme le blé devrait augmenter et risque d'être supérieure à l'offre.

Malgré un début d'année 2010 avec des stocks élevés, le marché reste incertain. En 2008, le cours des céréales avait atteint des records historiques, provoquant une véritable crise alimentaire et des émeutes dans de nombreux pays (en Haïti et aux Philippines par exemple). Or, en 2011, l'avenir s'annonce tout aussi délicat : le FAO prévoit déjà pour la Corée du Nord un déficit de 520 000 tonnes d'importations céréalières.

De plus, la spéculation sur les matières premières agricoles a fait grimper l'indice des prix alimentaires de 15 % entre juin et septembre. La hausse des prix a été encore plus importante pour les céréales (+38 %) et le sucre (+40 %). Cette flambée des prix depuis 2002 aurait placé entre 2007 et 2008 115 millions de personnes supplémentaires en état de malnutrition dans le monde (selon le PAM).

Ainsi, Genève est devenue l'emblème de la spéculation alimentaire. Bunge, un des géants du secteur, a acheté et revendu 141 millions de tonnes de matières premières pour la seule année 2009.

Avec la chute des marges, les grandes sociétés de négoce ne délaissent plus aucun marché. L'arrivée des « *Hedge funds* » commence à provoquer une consolidation des denrées alimentaires. En amont, les négociants achètent des terres pour ne pas manquer de matières premières, et les grands groupes investissent dans des usines de transformation. Près de la moitié des silos de stockage appartiendrait aujourd'hui à des banques. Entre 2002 et 2008, le nombre de contrats à terme sur les matières premières a augmenté de plus de 500 %.
(Source : *Les Echos* 09/11/2010)

Un rapport publié en 2009 par la *Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement* (Cnuced) a calculé que les spéculateurs détenaient 65 % des contrats sur le maïs et 80 % des positions de blé. Les liquidités investies sont si importantes qu'elles éloignent les prix des denrées de la réalité du marché. Les fonds perturbent le travail des négociants.

En 2006, Merrill Lynch estimait que la spéculation avait provoqué une augmentation du coût des denrées de moitié supérieure à celle qu'aurait dictée la simple loi de l'offre et de la demande.

4 SOUS-ALIMENTATION : UN PROBLÈME STRUCTUREL

La spéculation sur les denrées alimentaires et l'augmentation nombre de personnes sous-alimentées, même en période de croissance et de prix bas, démontrent que la faim demeure un problème structurel. Il peut donc penser que la croissance économique ne suffira pas à éliminer la faim dans des délais acceptables.

Selon certains économistes et intellectuels, les politiques subventionnistes de l'agriculture menées par les pays développés (58 milliards d'euros pour l'UE contre 349 millions de dollars pour les Etats-Unis) n'encouragent pas le soutien d'une agriculture locale mais favorisent une politique d'importation massive, jouant sur le cours des prix des denrées alimentaires.

5 VERS UNE AGRICULTURE PLUS LOCALE

La crise alimentaire constitue une menace pour la stabilité mondiale et se trouve au cœur de questions politiques et économiques. Faut-il limiter la spéculation lorsqu'il s'agit d'alimentation ? Nombreux sont ceux qui préconisent une réglementation accrue du marché et un durcissement du cadre des fonds investissant sur les matières premières agricoles. D'autres souhaitent la création de stocks au niveau mondial pour permettre d'intervenir en cas de tension sur les prix. Et enfin, en terme de gouvernance, certains désirent une organisation mondiale de l'agriculture indépendante de l'OMS et de l'ONU.

Les débats sont vifs mais tous s'accordent sur la nécessité de soutenir les agricultures locales. Les pays pauvres doivent développer leur propre production plutôt que de recevoir de l'aide alimentaire. D'autant plus que ce recours induit une chute des prix des denrées produites sur place et réduit à néant l'agriculture locale. L'aide s'inscrit et doit s'inscrire uniquement comme une solution à court terme permettant d'éviter une catastrophe humanitaire. Le revers de l'aide, si elle ne s'accompagne pas de plans d'action majeurs, laisse les pays aidés dans une situation de dépendance ne permettant pas de construire un système viable à long terme.

Ainsi, on voit émerger une nouvelle voie pour éradiquer la faim : l'agriculture locale. Le FAO prône l'importance du rôle des petits fermiers et des éleveurs pour établir un système agricole pérenne. Cependant, promouvoir le développement d'exploitations locales pose la question des modes de financement. Enfin, pour pérenniser une agriculture locale, les actions menées doivent être soutenues dans une politique globale nationale mais aussi internationale.

6 ZOOM AGRI ENR+® D'ERIVAM AUX ANTILLES

Acteur majeur dans le développement durable, ERIVAM a développé un concept novateur de **ferme à énergie positive**, Agri EnR+® pouvant à terme devenir une solution écologique et économique pour redynamiser des zones d'agriculture dans le monde.

Les **fermes Agri EnR+®** proposent un modèle rural alternatif ayant pour objectif de rendre les fermes agricoles autonomes en énergie en s'appuyant notamment sur la valorisation des déchets pour alimenter les micros centrales de production d'énergie.

Les **fermes Agri EnR+®** visent un triple objectif :

- **Economique** : en développant la production locale pour faire baisser les prix des denrées alimentaires et limiter la dépendance aux importations,
- **Environnemental** : en limitant l'impact de la production agricole par un moindre recours aux énergies fossiles et une meilleure gestion des déchets,
- **Social** : en permettant la création d'emploi au sein de la filière et en permettant de pérenniser les exploitations agricoles.

La **ferme à énergie positive - Agri EnR+®** - est constituée d'une charpente métallique étudiée pour les zones tropicales. Les déchets de production sont récupérés et valorisés afin de produire de l'énergie (biogaz) et/ou des engrais. Le gaz produit peut être utilisé pour les besoins de l'exploitation ou servir à produire de l'électricité. Afin de limiter l'impact des coupures d'électricité par le réseau EDF, un système de stockage d'énergie est mis en place pour une autonomie d'environ 6 heures. Enfin, une citerne de récupération d'eau de pluie est fournie avec un système de filtration et une pompe à eau pour abreuver l'élevage.

Ainsi, les **fermes Agri EnR+®**, par leurs caractéristiques architecturales et leurs équipements techniques, seront capables de générer leur propre énergie sans avoir recours aux sources externes.